

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 19 septembre 2022

Quand les prix grimpent, la colère monte...

Les funérailles de la reine d'Angleterre ont eu lieu lundi. Alors que des millions de Britanniques affrontent l'inflation et se demandent s'ils pourront se chauffer cet hiver, des dizaines de millions de livres sterling ont été dépensées, des chefs d'État du monde entier se sont déplacés, et toutes les chaînes ont interrompu leur programmation habituelle pour diffuser l'événement.

Toutes les vies n'ont pas le même prix apparemment. Les mêmes qui dénoncent les « fainéants » et les « assistés » n'en parlent pas quand l'allocation de la famille royale se chiffre à 99 millions d'euros par an.

Qui sont vraiment les assistés ?

Pour se déplacer aux funérailles, Macron a pris le train. C'est un trajet « sobre ». Mais entre la réforme de l'assurance chômage et des retraites, la sobriété, ce sera surtout pour les autres, finalement. Baisse des indemnités chômage, restriction des droits d'accès, baisse des pensions... Les travailleurs privés d'emploi devront accepter les pires boulots, sans conditions. Une façon de tirer tous les salaires à la baisse.

Et ceux qui ont un travail sont censés applaudir ? Se réjouir que les conditions de travail soient devenues si inacceptables que les patrons n'arrivent plus à embaucher ? Qui assiste qui ? Ce n'est pas l'inflation pour tout le monde. Des groupes comme Total arrosent leurs actionnaires d'une pluie d'or de super-profits. Même pour les entreprises qui ont plus de mal, nos impôts financent le chômage partiel et les restructurations à venir.

Alors ils parlent d'assistés et ciblent ceux d'entre nous privés d'emploi, pour nous monter les uns contre les autres. Parce que les vrais parasites, ceux d'en haut, ont peur de la colère d'une classe ouvrière unie.

La colère est proche

Les prix grimpent et les salaires ne bougent pas. Des grèves éclatent un peu partout dans le monde : en Angleterre, en Allemagne, en Grèce, aux États-Unis. En France aussi : par exemple celle des aiguilleurs du ciel, ou des conducteurs de bus, ou encore des ouvriers de PSA Hordain, mais pas seulement. Pour le moment, ces grèves restent isolées et éclatées. Certains patrons distribuent des primes pour calmer le jeu préventivement. Ils savent que si les grèves

prennent de l'ampleur, ils perdront le contrôle de la situation. Une prime, ça ne coûte pas si cher en comparaison, car c'est facile à renégocier plus tard, fiche de paie par fiche de paie. Isoler les luttes, isoler les revendications, diviser, c'est leur méthode.

Assistons-nous ! Unissons nos colères

Les riches et leurs politiciens ciblent les plus vulnérables d'entre nous comme assistés ? Mais ce serait peut-être le moment de s'assister justement. De s'entraider, en unissant nos colères et nos combats : nous avons tous le même but. Pour des vraies hausses de salaire dans toutes les entreprises. Contre les baisses indirectes de salaire que sont les attaques sur les pensions et allocations.

Déjà, des journées de mobilisation existent : un appel syndical pour le 29 septembre, et un appel de certains partis de la Nupes pour le 16 octobre. Contre la vie chère et les salaires gelés, il faudra évidemment plus que deux jours de mobilisation décrétés à l'avance. On ne pourra pas se contenter de la routine syndicale des journées d'action ou des appels parlementaires de certains de la France insoumise.

La rentrée est exceptionnellement dure ? Nous avons besoin d'une réponse exceptionnelle. Cette réponse est à construire dès maintenant, entraînant les autres, en prenant une part active à la lutte, en se donnant les moyens de la contrôler, tous ensemble. Prenons nos affaires en main. Peut-être alors que les patrons ne nous trouveront plus si « assistés ».

Sans sous, pas de bagnoles !

À PSA Sevelnord (Hordain), vendredi dernier, 500 ouvriers sur 3 équipes se sont mis en grève pour revendiquer l'embauche des intérimaires en CDI et une augmentation de salaire : 400 € par mois et 6 000 € de prime défiscalisée. La grève s'est poursuivie dimanche soir, et lundi. Lundi midi, elle a été reconduite par les grévistes en assemblée générale jusqu'à mardi 5h30. La production est bloquée. Avec 8 milliards de profits rien que pour le premier semestre 2022, PSA a les moyens d'augmenter largement tous les salaires.

La colère commence à s'étendre

À PSA Douvrin samedi 17 et à PSA Valenciennes lundi 19, des dizaines de salariés ont débrayé pour les salaires, cela a fortement ralenti la production. Ces premiers débrayages et défilés dans les ateliers sont un signal envoyé à tous : unis, nous représentons une force. Les travailleurs de PSA Sevelnord, Douvrin et Valenciennes nous montrent l'exemple.

L'argent il existe chez PSA, il faut imposer par la grève une vraie augmentation de salaire.

Une prime pour bloquer les salaires

Depuis plusieurs semaines, la direction et ses syndicats béni-oui-oui nous rebattent les oreilles sur une prime exceptionnelle... mais on n'a rien vu venir ! Trois jours après le début de la grève de PSA Sevelnord, la direction craint une extension du conflit sur les autres sites et annonce une réunion le mardi 27 septembre pour parler... d'une prime exceptionnelle.

Les blablas de la direction et le vent, on connaît. Cette possible prime sera vite dévorée par l'inflation. Elle ne règlera rien dans la durée et on ne veut pas qu'elle soit juste une avance sur celle d'intéressement-participation du printemps 2023. On veut 400 € d'augmentation par mois ! La grève inquiète la direction : raison de plus de l'étendre.

Tous solidaires de la grève, contre notre patron !

Pour briser la grève à Sevelnord, la direction de PSA Poissy demande aux salariés de notre site d'aller remplacer les grévistes là-bas. Hors de question ! La grève de Sevelnord met la pression sur la direction pour qu'elle partage ses milliards, cela va dans notre intérêt de salariés: CDI, salariés sous-traitants et intérimaires, rejoignons la grève !

L'union fait la force

À PSA Poissy, ces derniers jours, il y a eu des mobilisations : vendredi 16 septembre les caristes du B3 équipe 12 ont débrayé notamment contre les charges de travail ; le vendredi 9 une vingtaine de salariés ont débrayé pour tenter d'interpeller sur les salaires le n°2 du groupe Stellantis en visite sur le site ; le même jour les salariés du Kitting HC équipe 22 ont débrayé et gagné le maintien d'un poste ; jeudi 8 les travailleurs du Kitting PCI dénonçaient les problèmes de sécurité.

Les mécontentements sont nombreux dans l'usine, comme pour les salaires : il faut s'unir pour améliorer les conditions de travail.

M^{me} Soleil s'est encore trompée

Début septembre, le directeur affirmait que tous les signaux étaient au vert pour produire à fond en automne... et finalement on chôme plusieurs jours. Tant mieux on se repose, mais par contre revendiquons un salaire à 100 %. On n'a pas à payer pour leurs problèmes récurrents d'approvisionnement, de camions en retard ou de pièces perdues dans l'usine. Qu'ils nous lâchent avec leurs GJP et les séances supplémentaires... Et des H+ pour chômer après, c'est ridicule.

Le numéro vert n'est toujours pas mûr

Vendredi, la direction a brusquement changé d'avis et a fait chômer l'après-midi : des salariés sont venus pour rien. L'application PSA ne fonctionne pas, le numéro vert est difficile à comprendre...

Quand la direction a besoin de nous pour bosser, elle sait faire passer l'info, pour informer du chômage, c'est autre chose.

Ce n'est pas la fin de l'abondance pour eux

Le 13 septembre Stellantis a racheté pour 920 millions d'euros d'actions Stellantis à General Motors avec l'objectif de les détruire. Une manière de s'enrichir pour les actionnaires : en diminuant le nombre d'actions cela ne fait qu'augmenter leurs valeurs. 920 millions, ça aurait pu être 2 300 € pour les 400 000 salariés du groupe. Avec tout cet argent on aurait pu aussi embaucher des intérimaires en CDI et créer des postes. Pour s'en mettre plein les poches les actionnaires ne sont jamais à court de spéculation.

Faut que ça pète !

Certains grands patrons sentent monter la rage du côté des ouvriers et essayent de désamorcer la bombe sociale. Michelin a augmenté 2 fois ses ouvriers : 3,75 % en janvier, 3 % en juillet et versé 600 € de prime exceptionnelle en mars. Air France a lâché 5 % d'augmentation de salaire et une prime de 1 000 €. Le sous-traitant automobile Valeo a accordé 850 € de prime en septembre, Danone : 1 000 € de prime...

Tout cela c'est bien peu par rapport aux besoins des travailleurs, mais tout le monde constate que c'est plus que d'habitude : le patronat montre ainsi à tous qu'il en a les moyens et qu'il craint les ouvriers.

PSA Sochaux : quand Tavares fait des merveilles

200 millions d'euros investis pour la transformation de l'usine de Sochaux : plus qu'une seule ligne de montage pour 6 modèles et réduction des surfaces.

La presse se félicite. Mais derrière l'« usine de rêve », c'est le nombre de 9 000 ouvriers en 2018 qui est passé à 6 300 aujourd'hui et la baisse doit continuer. Le vrai progrès ce serait la diminution du temps de travail avec maintien des salaires et de l'emploi.